Se libérer de la pensée toxique

Nous savons tous depuis longtemps que la gestion de la municipalité en matière sociale et écologique est loin d'être à l'avant-garde de ce qu'il serait nécessaire de réaliser… Une preuve en a encore été apportée ce printemps : ce n'est que pour pouvoir continuer à toucher des subventions de la Caisse d'allocations familiales qu'il a enfin été mis en place un semblant de quotient familial pour les centres de loisirs ainsi que les garderies pré et post-scolaires.

Autre exemple : l'inspection de l'Education nationale trouve que les classes de neige coûtent trop cher aux familles, et nous sommes bien d'accord avec elle ! Quelle solution trouve la mairie de Soisy ? Au lieu d'augmenter le montant de sa participation, elle réduit la durée du séjour de 12 à 9 jours, ce qui permet effectivement de réduire la note. Mais, du même coup, la mairie fait aussi une économie substantielle ! Et, au lieu d'utiliser la somme ainsi économisée pour alléger d'autant le montant demandé aux familles, cette somme repart dans le budget général où elle sert, entre autres, à payer les intérêts de la dette.

Parce que jusqu'ici nous pensions au moins que, du point de vue de la gestion des finances, nous avions affaire à une équipe compétente qui gérait l'argent public qui lui a été confié « en bon père de famille ». Las ! Au mois de septembre, la presse nationale nous a appris que la ville de Soisy-sous-Montmorency faisait partie des nombreuses collectivités locales françaises qui s'étaient fait piéger par les « emprunts toxiques ». Et pas pour des sommes modiques, puisqu'il s'agit d'un emprunt de 4 millions d'euros — soit plus du quart de l'encours total de la dette —, occasionnant un surcoût estimé à 591.000 euros.

Interrogé par nous-mêmes à ce sujet lors du conseil municipal du 3 novembre, le maire reconnaît que l'information est « partiellement exacte » mais minimise l'impact de la faute en disant que cet emprunt toxique a été souscrit pour renégocier une partie de la dette existante et que, cette renégociation ayant fait économiser 200.000 euros, l'impact global ne serait plus que de 391.000 euros. Cependant, toutes les collectivités ont renégocié une partie de leur dette à un moment où c'était judicieux de le faire, et toutes ne sont pas tombées dans le piège des emprunts toxiques !

Mais finalement le plus inquiétant n'est pas là, car tout le monde peut commettre des erreurs de gestion. Le plus inquiétant c'est que le maire continue de s'attribuer des auto-satisfecit et, surtout, qu'il s'abrite derrière les avis des « experts » qui étaient « unanimes » à l'époque pour trouver profitables ces opérations. Sauf qu'il ne parle là que des experts financiers, ceux-là mêmes qui profitent pleinement d'un système qu'ils ont inventé et qui se moquent bien de détruire la planète ou de mettre des peuples entiers à genoux quand aucune réalité matérielle ne l'impose. Alors qu'il y a bien d'autres personnes qui, depuis des décennies, dénoncent les méfaits de cette financiarisation de l'économie et qui disent que d'autres choix sont possibles. Mais le maire de Soisy a fait le choix — idéologique — de n'écouter qu'une certaine catégorie de personnes. S'en libérera-t-il un jour ?

François Delcombre, Anne Mokry, Frank Morot-Sir, Laura Berot et Jean-Claude Gauvin, groupe Soisy pour Tous.